

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[POLITIQUE FRANÇAISE]

Le 2 juillet 2023



La République à l'épreuve de la colère : au-delà du retour au calme, il faut réparer les fractures sociales et territoriales que le manque de volonté politique a aggravées ces dernières années

La colère est légitime, nous la partageons. Mais l'heure est à l'apaisement et la justice doit être l'arme de la République. Au-delà, c'est toute la question de la relégation sociale, des services publics et de la politique de l'État dans les quartiers sensibles qui est à revoir. Les Radicaux de Gauche renouvellent leurs plus sincères condoléances à la famille de Nahel, en appellent au calme et à cesser les violences contre et les destructions.

Le drame de jeudi, la mort de Nahel ne doit pas en emmener d'autres. Les violences qui se succèdent partout en France sont une catastrophe pour des territoires qui manquent déjà d'équipements publics, de transport, d'emplois. Ces zones déjà reléguées vont immanquablement être encore davantage fragilisées.

Au-delà, c'est tout le pays qui s'embrase et cette colère des jeunes, voire des très jeunes, nous interpellent tous. Ce sont des jeunes qui connaissent la discrimination et l'exclusion, les sur-contrôles. Ils ne croient plus en la justice ni dans les forces de l'ordre, qui réfutent le concept même de promesse républicaine.

C'est pour cela qu'ils s'en prennent à ce qui constitue les signes de la République, s'attaquant ainsi aux écoles, aux bibliothèques, aux mairies, aux théâtres, aux transports alors que c'est leur patrimoine et qu'ils pénalisent ainsi lourdement et durablement leurs familles, leurs quartiers, nos villes.

Face à cette situation inédite, Les Radicaux de Gauche appellent au calme, appellent à mobiliser cette énergie dans un élan positif, constructif pour notre avenir. Nous en appelons également à une réponse politique, nécessairement politique.

Dans un premier temps, nous demandons à ce que la Justice soit rendue de manière claire et exemplaire dans la mort de Nahel mais également face aux comportements irresponsables, destructeurs et criminels auxquels nous assistons. Nous soutenons les agents publics, dont ceux qui participent à assurer la sécurité des habitants des quartiers touchés par les violences urbaines ces derniers jours, ainsi que les élus locaux qui agissent en proximité pour apaiser les tensions.

Dans un second temps, nous disons à nouveau qu'une action profonde est nécessaire pour réparer les fractures sociales et territoriales inacceptables que le manque de volonté politique a aggravées. La République ne peut survivre à leur approfondissement : tous nos concitoyens ont droit à la fraternité républicaine et cela doit se vivre au quotidien et partout.

Il est temps que les caméras ne se braquent plus sur les « quartiers » uniquement quand ils s'enflamment mais en montrent les richesses. Il est temps de remettre en place une véritable politique de proximité, des « gardiens de la paix », il est temps que nous réfléchissions démocratiquement et calmement à ce qu'est une doctrine de maintien de l'ordre, à l'indépendance de l'organisme chargé des enquêtes administratives.

Il est temps de penser la politique de la ville non pas uniquement en termes de financement de destruction/reconstruction de logements mais de transports, de services publics, de maisons de quartiers, de villages d'été etc.

Les Radicaux de gauche demandent, quand le calme sera revenu, un bilan partagé de ces questions, au sein du Parlement, avec des mesures fortes assorties des moyens nécessaires pour restaurer la promesse républicaine.